



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

21 /02/2024

L'État français et la Palestine : Génocide, interprétations fallacieuses, censure

État des lieux

Déshumaniser et exterminer les Palestiniens

Depuis plus de quatre mois, l'État colonialiste d'Israël poursuit son but qui est de tuer le plus possible de Palestiniens, de les terroriser, de les affamer, de les déplacer de force, de leur couper tous les approvisionnements ou de les restreindre au maximum, le tout accompagné d'un discours visant à les déshumaniser ou d'une absence de discours afin que le monde les oublie. Israël tue les journalistes, les personnels de santé, les employés de l'ONU, les civils, bref tous les témoins de ce génocide organisé. Le quotidien des Palestiniens réfugiés à Rafah ou à Khan Younès, ce sont les bombardements et les tirs des soldats, la recherche effrénée de nourriture et d'eau, la recherche de matériau pour fabriquer un abri de fortune, chercher simplement, non pas à vivre, mais à survivre. La dernière phase de ce plan est en cours. Les bombardements ont commencé de frapper Rafah, ville où sont entassés 1,3 millions de Palestiniens et Netanyahu annonce l'assaut terrestre « quand les civils auront évacué » alors que ce menteur invétéré sait bien que nulle évacuation n'est possible.

La mobilisation porte des fruits

L'indignation et la mobilisation se poursuivent dans le monde entier, malgré les tentatives des gouvernements pour l'empêcher (en Allemagne et aux États-Unis). Ce sont des millions de personnes qui continuent, jour après jour, à exiger un cessez-le-feu permanent et une paix véritable.

La preuve que cette mobilisation fonctionne c'est que, même s'ils ne lâchent pas Israël, les principaux gouvernements impérialistes occidentaux, USA en premier, commencent à élever la voix pour que le massacre s'arrête. Les pays arabes semblent se réveiller. La Jordanie demande à Israël de renoncer à l'assaut de Rafah, l'Égypte indique que, s'il a lieu, elle suspendra le traité de Camp-David, qui lie les deux pays et marqua la fin de leur conflit en 1979 ! Pour les pays occidentaux, c'est l'accusation d'être responsables et plus seulement complices du génocide qui pèse et pour les pays arabes celle de ne pas soutenir leurs frères palestiniens.

Cela ne suffit pas, d'autant moins que les USA négocient un plan pour un État palestinien sans consulter aucun des mouvements de la Résistance palestinienne, avec seulement la corrompue Autorité Palestinienne. Et qu'ils ont, une nouvelle fois, mis leur veto à une résolution réclamant les cessez-le-feu immédiat, présentée par l'Algérie. Nous devons empêcher l'assaut sur Rafah !!!

Partout dans le monde, la lutte des travailleurs et des peuples monte en puissance pour arrêter le massacre.

Le discours dominant fonctionne à plein

Même si de plus en plus de voix essaient de se faire entendre pour dénoncer la réalité du génocide perpétré à Gaza et pour que la France revienne à son ancienne orientation politique sur le sujet, abandonnée depuis Sarkozy, la barre est maintenue sur le soutien inconditionnel à Israël, tant au niveau de l'État français que des *media*.

Il n'est pas rare que celles ou ceux qui auraient des velléités de dénoncer la situation à Gaza soient sollicités pour donner leur avis sur le Hamas ou les captifs, baptisés « *otages* ».

Minimiser le réel rapporté par des témoins

Il faut aussi noter le traitement réservé aux propos dérangeants de certains témoins de retour de Gaza. Aucun *media* ne s'attarde sur les assassinats de journalistes, de soignants ou de personnels de l'ONU. Quand des

médecins humanitaires de retour de Gaza affirment qu'ils n'ont jamais rien vu d'aussi horrible, nos media semblent obligés de le relayer. En revanche, quand ils déclarent qu'en quinze jours, ils n'ont vu à l'hôpital aucun combattant, uniquement des civils, ça n'est jamais repris. Bien au contraire, la destruction de l'hôpital Al-Nasser de Khan Younes est quasiment justifiée par le fait que l'armée sioniste y aurait arrêté des « *suspects* ».

Diffuser la propagande sioniste en continu

Depuis le 7 octobre, les media français relaient la propagande de guerre des sionistes sans jamais aucun doute, aucune précaution, aucun conditionnel. La liste est longue, des bébés décapités aux « *suspects* » d'Al-Nasser en passant par les accusations de viols sans plaignante ni témoin (aux dires mêmes de la police israélienne), l'hôpital Al-Shifa bombardé par des Palestiniens et la négation du nombre de morts qui va avec, les caches d'armes sous les hôpitaux, les employés de l'UNRWA affiliés au Hamas, etc. Aucun « *journaliste* » ne cherche à vérifier quoi que ce soit !

Et pourtant, n'importe qui sait que la propagande de guerre est forcément mensongère. Et la propagande israélienne est championne du monde en ce domaine, puisque bâtie dès le début sur une énorme mensonge, celui d'une « *terre sans peuple* ». Netanyahu est un orfèvre en la matière : mensonges à répétition sur l'application des accords d'Oslo, invention d'une culpabilité du grand mufti de Jérusalem dans l'holocauste des juifs, artifices pour masquer sa propre corruption. On se souvient que, recevant Netanyahu alors nouveau premier ministre en 2006, Jacques Chirac lui avait dit : « *Je ne crois aucun mot qui sort de votre bouche. Votre seule politique, c'est de provoquer les Palestiniens.* ».

L'arme absolue de l'antisémitisme

Mais le sommet des relais de la propagande sioniste, c'est le discours de Macron au cours de l'hommage aux victimes du 7 octobre, dans lequel il déclare que l'attaque des combattants palestiniens est : « *le plus grand massacre antisémite de notre siècle* ».

L'union Juive Française pour la Paix (UJFP), lui a répondu, et de fort belle manière, dans un texte intitulé : « *Non, M Macron, l'antisémitisme n'est pas la cause du massacre du 7 octobre !* ». Le rédacteur de l'UJFP y rappelle d'abord la situation à Gaza, ainsi que l'ordonnance de la CIJ, deux choses que Macron n'évoque à aucun moment dans son discours. Puis il écrit ceci en parlant de notre fondé de pouvoir du Grand Capital : « *Il a sciemment fait une confusion majeure : les victimes de l'attaque du 7 octobre n'ont pas été tuées en tant que juifs/ves. Pour leur malheur hélas, elles ont été tuées en tant que membres d'un État colonial et désormais fasciste, qui enferme depuis 16 ans plus de deux millions de personnes dans un ghetto dont il a construit les murs. Seize ans dans la plus parfaite illégalité et avec la complicité des nations dites civilisées ! Seize ans sans discontinuer jusqu'à la brèche du 7 octobre.* ». On sait que Macron n'est pas réputé pour son empathie envers les peuples, surtout pour les combattants de libération nationale, mais comment ne pas comprendre que, ce 7 octobre, des centaines de Palestiniens sont simplement sortis de la cage ? Et l'UJFP de poursuivre : « *Monsieur Macron semble ignorer totalement le Droit international. Résister à l'occupation et à l'oppression est un droit et même un devoir. L'occupation de la Palestine est illégale et les nombreux Français qui vivent dans les colonies violent le Droit international. Les milliers de Français engagés dans l'armée israélienne participent à des crimes contre l'humanité et à un génocide. En mélangeant sciemment juif et israélien, en faisant de la Palestine un peuple d'antisémites, Monsieur Macron ne protège pas les Juifs. Il les met en danger. Il en fait les complices d'un génocide sur lequel il est étrangement silencieux. Il détruit la mémoire de l'antisémitisme et du génocide nazi qui n'ont rien à voir avec le soutien à un régime suprémaciste dirigé par des fascistes.* »

Dernière arme : la censure et la répression

Lorsque, malgré tous les efforts des « *journalistes* », il devient impossible de cacher le génocide, d'empêcher la contextualisation des événements actuels au sein d'une guerre coloniale qui dure depuis 76 ans, de boucher toutes les issues à la vérité, alors, il reste la censure et la répression contre celles et ceux qui parlent trop juste.

S'en prendre aux militants de lutte de la CGT

Secrétaire-général de l'Union Départementale CGT du Nord, Jean-Paul Delescaut est traîné devant le tribunal correctionnel de Lille, le 28 mars prochain pour « *apologie du terrorisme* ». Il lui est reproché des extraits d'un tract qui contextualise les événements du 7 octobre et n'utilise pas le sacro-saint concept de « *terrorisme* ». Expliquer n'est pas justifier, mais les sbires de l'État n'en ont cure.

Bien sûr, cette atteinte à la liberté de parole des syndicalistes s'inscrit dans la plus vaste campagne de répression antisyndicale en cours dans ce pays contre les militants de lutte des classes (mais pas contre ceux de la FNSEA). Mais elle a un caractère spécifique du fait du sujet, la Palestine. Ses échos résonnent comme autant de tentatives d'intimidation des militants de la solidarité avec le peuple palestinien et ses droits.

S'en prendre à tous les anticolonialistes

Abdel, est un montpelliérain de 44 ans, militant anticolonialiste. A l'issue d'une manifestation contre la guerre que mène Israël à Gaza, le 4 novembre, il a pris la parole et qualifié « *d'acte de résistance héroïque* » l'attaque du 7 octobre soulignant la capacité des combattants palestiniens à « *déjouer l'une des premières super-puissances militaires du monde* ». Évidemment, il n'a pas utilisé le qualificatif de terroriste, lui non plus.

Abdel est passé en jugement devant le tribunal correctionnel de Montpellier le 8 février. Le procureur a voulu masquer le caractère politique du procès et de la sentence qu'il propose. Il a reproché à Abdel la tenue « *de propos faisant l'apologie publique d'un acte de terrorisme* ». D'un côté, il a soutenu que ce concept de terrorisme était bien étayé en droit français, de l'autre l'accusé et ses avocats ont récusé toute valeur juridique à ce mot et se sont appuyés sur le « *droit de résistance à une oppression coloniale* ».

A noter que la kyrielle des organisations sionistes parties civiles (CRIF, LICRA, UEJF) a bien entendu plaidé pour une sanction, distinguant la barbarie (l'attaque du 7 octobre) et la civilisation (le génocide de Gaza). Abdel risque une peine de douze mois d'emprisonnement assortie d'un sursis probatoire de dix-huit mois, avec sur cette durée une interdiction de présence sur toute manifestation publique, ainsi que le suivi d'un stage de citoyenneté. Mis en délibéré, le verdict sera rendu le 21 février.

Abdel ne doit pas être condamné, pas plus que ne doivent être sanctionnés ceux qui luttent pour un cessez le feu immédiat, ceux qui soutiennent la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Poursuivre et développer la solidarité avec le peuple palestinien

Partout en France, des manifestations ou des rassemblements de solidarité avec les Palestiniens se tiennent, notamment les samedis. S'il y a, de temps en temps, des manifestations parisiennes ou dans d'autres grandes villes à l'appel du très large Comité pour une Paix Juste et Durable au Proche Orient, ce n'est pas l'essentiel. D'abord parce que ces initiatives sont de moins en moins tenues et de moins en moins rassembleuses ; ensuite et surtout parce que la position défendue est loin du réel, c'est encore celle des torts partagés entre un État colonialiste et un peuple colonisé. Mais, dans beaucoup de villes moyennes, dans un cadre syndical ou associatif, avec notamment l'AFPS ou l'UJFP, des rassemblements ou des manifestations se déroulent régulièrement.

C'est cette lutte qui permettra d'arrêter le bras de l'État sioniste et de ses soutiens US ou de l'UE. Il faut augmenter la pression sur les impérialistes qui soutiennent Israël pour gagner la paix. Il faut exiger des sanctions contre Israël, économiques et diplomatiques et l'arrêt des ventes d'armes.

Le Parti Révolutionnaire Communistes rappelle que la paix signifie d'abord le cessez-le-feu, l'accès libre à tous les humanitaires et le retrait des troupes d'occupation ; ensuite le démantèlement des colonies et le droit au retour pour tous les bannis depuis 1948 ; enfin imposer l'idée du droit des Palestiniens à un État unique et laïque sur le territoire de la Palestine mandataire.